

[SCIENCE POLITIQUE 11]

Régis Dandoy (ed.)

SCIENCE POLITIQUE
ET ACTUALITÉ :
L'ACTUALITÉ
DE LA
SCIENCE POLITIQUE



ACADEMIA
A ||| B
BRUYLANT

SCIENCE POLITIQUE ET ACTUALITÉ:
L'ACTUALITÉ DE LA SCIENCE POLITIQUE

COLLECTION « SCIENCE POLITIQUE »

dirigée par l'Association belge de science politique
Communauté française de Belgique

1. Corinne GOBIN et Benoît RIHOUX (eds), *La démocratie dans tous ses états. Systèmes politiques entre crise et renouveau*, 2000.
2. Christian DE VISSCHER et Frédéric VARONE (eds), *Évaluer les politiques publiques. Regards croisés sur la Belgique*, 2001.
3. Gisèle DE MEUR et Benoît RIHOUX, *L'analyse quali-quantitative comparée. Approche, techniques et applications en sciences humaines*, 2002.
4. Olivier PAYE (ed.), *Que reste-t-il de l'État? Érosion ou renaissance*, 2004.
5. Bérengère MARQUES-PEREIRA et Petra MEIER (eds), *Genre et politique en Belgique et en francophonie*, 2005.
6. Barbara DELCOURT, Olivier PAYE et Pierre VERCAUTEREN (eds), *La gouvernance européenne. Un nouvel art de gouverner?*, 2007.
7. Nathalie FERRIN et Marc JACQUEMAIN (eds), *Science politique en Belgique francophone*, 2008.
8. Roser CUSSÓ, Anne DUFRESNE, Corinne GOBIN, Geoffroy MATAGNE ET Jean-Louis SIROUX (eds), *Le conflit social étudié*, 2008.
9. Marc JACQUEMAIN et Pascal DELWIT (dir.), *Engagements actuels, actualité des engagements*, 2010.
10. Bérengère MARQUES-PEREIRA, Petra MEIER et David PATERNOTTE (eds), *Au-delà et en deçà de l'État. Le genre entre dynamiques transnationales et multi-niveaux*, 2010.
11. Régis DANDOY (ed.), *Science politique et actualité: l'actualité de la science politique*, 2010.

Comité éditorial de la collection « Science politique »

de l'Association belge de science politique-Communauté française de Belgique
(ABSP-CF) :

Président :

Pierre VERCAUTEREN (Facultés universitaires catholiques de Mons)

Membres :

Thierry BRASPENNING (Facultés universitaires Notre-Dame de la Paix), Vincent DE COOREBYTER (Centre de recherche et d'information socio-politiques), Bérengère MARQUES-PEREIRA (Université libre de Bruxelles), Benoît RIHOUX (Université catholique de Louvain), Sophie STOFFEL (Facultés universitaires Saint-Louis), Pierre VERJANS (Université de Liège).



Collection « Science politique »

—————11—————

SCIENCE POLITIQUE ET ACTUALITÉ: L'ACTUALITÉ DE LA SCIENCE POLITIQUE



Régis DANDOY (ed.)

ACADEMIA



BRUYLANT



Avec le soutien de l'Association belge de science politique – Communauté française de Belgique (soutenue par le ministère de la Communauté française, Direction générale de l'enseignement non obligatoire et de la recherche scientifique).



Illustrations : Pierre KROLE, 2008.

Réalisées dans le cadre du congrès de l'ABSP, 2008.

Reproduites ici avec l'aimable autorisation du dessinateur.

D/2010/4910/28

ISBN 978-2-87209-987-0

© **BRUYLANT-ACADEMIA s.a.**

Grand'Place, 29

B-1348 LOUVAIN-LA-NEUVE

www.academia-bruylant.be

Tous droits de reproduction, d'adaptation ou de traduction, par quelque procédé que ce soit, réservés pour tous pays sans l'autorisation de l'éditeur ou de ses ayants droit.

Imprimé en Belgique.

Sommaire



Sommaire

Introduction : quand la science politique entre en concurrence pour l'actualité

Régis Dandoy et Benoît Rihoux

Le politologue et son rôle face aux médias

Émile Pirnay

Savoirs experts, savoirs profanes : vers de nouveaux modes de construction de l'actualité politique ?

Selma Bellal, Benjamin Denis et Denis Duez

Conflits redistributifs et égalitaires : des objets invisibles pour l'actualité

Vaia Demertzis

«What about Ethics?»

Fabrizio Cantelli

Science politique et actualité : quelles méthodes ?

Corinne Torrekens et Benoît Rihoux

Les élections «à chaud» dans les systèmes politiques postcommunistes. Analyse comparative des cas russe, ukrainien et est-européen

Lou Brenez, Katlijn Malfliet et Aude Merlin

La problématique «genre et politique» entre médias, mouvements sociaux et politiques publiques

*Bérendère Marques-Pereira, Petra Meier
et David Paternotte*

Couverture médiatique et performances électorales des femmes candidates aux élections en Belgique

Bram Wauters, Bart Maddens et Karolien Weekers

Engagements d'actualité, actualité des engagements

Marc Jacquemain, Pascal Delwit et Bruno Frère

Complexification du monde vs. exigences minimalistes de la narration

*Barbara Delcourt, Nina Bachkatov
et Christopher Bickerton*



Introduction: quand la science politique entre en concurrence pour l'actualité

Régis Dandoy et Benoît Rihoux

C'EST LA FAIT DÉJÀ MAINTENANT QUELQUES DÉCENNIES que la science politique s'est constituée en tant que discipline scientifique autonome. Même si elle a progressivement pris son indépendance par rapport à d'autres disciplines telles que le droit ou la sociologie, la science politique n'en est pas pour autant devenue totalement imperméable à celles-ci. Il en est de même en ce qui concerne les sciences de l'information et de la communication. Ainsi, les premières analyses de discours et de textes politiques se sont à l'origine basées sur la méthodologie développée dans le cadre de l'étude des médias (voir par exemple Laswell 1927, Hayworth 1930, Runion 1936) tandis qu'actuellement les ambitieux projets de recherche autour de la mise à l'agenda (*agenda setting*) qui fleurissent dans le monde de la recherche scientifique lient intimement analyses médiatiques et analyses politologiques¹. Au cours du temps, l'interaction entre la communication et la science politique ne s'est pas ralentie, que du contraire. Comprendre les différentes évolutions méthodologiques, théoriques et conceptuelles de la science politique aujourd'hui passe entre autres par l'appréhension de celles, parallèles, qu'ont connues les sciences de l'information et de la communication.

Cet ouvrage a pour vocation de poser certains jalons nécessaires à la compréhension du lien entre la science politique et sa dimension médiatique, informationnelle ou communicationnelle, à savoir principalement l'actualité. Car ce lien permanent

¹ Voir par exemple, le récent et ambitieux projet «Comparative Policy Agendas», regroupant pas moins de douze pays.
<http://www.comparativeagendas.org/>

mais fluctuant entre actualité et science politique impose de nombreuses questions tant les enjeux concernés sont importants. Dans ce chapitre introductif, nous tenterons d'identifier quels sont les principaux acteurs à l'œuvre dans ce lien entre science politique et actualité ainsi que les nombreux défis auxquels ils sont confrontés. Sans toutefois tomber dans l'écueil de réflexions purement épistémologiques, nous nous interrogerons sur les logiques qui guident les comportements de ces différents acteurs, sur leur distanciation par rapport à leur objet d'analyse ainsi que sur la nécessaire posture méthodologique et/ou éthique du chercheur.

Les liens entre la science politique et l'actualité ne peuvent que s'établir autour d'un objet commun, jouant un rôle certain dans cette relation : la politique. L'objet premier de la science politique est ainsi la compréhension des phénomènes politiques tandis que celui de l'actualité et des médias concerne bien souvent les mêmes acteurs, processus et enjeux. Si les mondes de la science politique et de l'actualité – pensons par exemple aux faits divers, à la météo ou encore à l'actualité sportive ou culturelle – sont en règle générale imperméables les uns aux autres, la politique les réunit sur un même terrain et les oblige à se côtoyer, se rencontrer, collaborer voire à se concurrencer. Les frontières entre ces trois mondes – journalistique, politologique et politique – deviennent alors floues et il devient difficile de démêler les intérêts et enjeux de cet espace interpénétré. Pour preuve, il n'est ainsi pas rare de voir des journalistes et des politologues utiliser leurs ressources et statut d'expert dans leurs domaines respectifs avant se lancer en politique. La qualification des liens entre ces trois acteurs n'est pas des plus évidentes, certains auteurs parlant de relation triangulaire, d'autres de « ménage à trois » (Devos 2006) tandis que d'autres parlent, à l'instar de Beck (2003), de relation entre pouvoir (les hommes politiques) et contre-pouvoir (les journalistes et les experts, au sein desquels les politologues figurent en bonne place).

Néanmoins, ces liens entre ces trois types d'acteurs soulèvent de nombreuses interrogations, que nous aborderons principalement du point de vue du politologue. Les conditions pratiques dans lesquelles se fait cette rencontre entre ces trois mondes impliquent la prise en compte par le chercheur de nombre

d'éléments: le contexte, l'objectif, la théorie, les outils et la méthodologie, ainsi que la temporalité. Premièrement, toute intervention d'un politologue dans les médias implique ainsi la prise en compte par celui-ci d'un contexte fortement différent de celui de la recherche scientifique. Non seulement, l'audience – que cela soit le grand public ou un petit cénacle de décideurs politiques – est foncièrement différente de celle à laquelle le chercheur est habitué, mais il doit également faire montre d'une importante capacité d'adaptation à des circonstances changeantes (émissions en direct, questions incongrues voire non pertinentes provenant de journalistes ou d'hommes politiques, etc.). Sans entrer dans les détails, il paraît évident que les objectifs que cherchent à atteindre ces différents acteurs sont divergents et parfois opposés (Weber 1963). Pensons simplement à la logique de « séduction » de l'électorat et du jeu de forces politiques propre à l'homme politique, à la logique commerciale caractéristique du journaliste mettant l'accent sur le sensationnel et le conflictuel, ainsi qu'à la logique du politologue², souhaitant atteindre une compréhension en profondeur des phénomènes politiques et développer des modèles explicatifs basés sur la causalité.

Ensuite, le recours à la théorie, élément nécessaire à toute réflexion scientifique et bien souvent ligne directrice de toute analyse détaillée, n'a pas sa place dans l'interaction avec les médias. Le journaliste va éviter – ou se voit fortement conseiller d'éviter – tant que faire se peut toute référence théorique ou conceptuelle afin de se focaliser sur les aspects concrets et pratiques des enjeux en présence. Bien qu'il soit largement rompu à l'exercice de la vulgarisation scientifique et qu'il parvienne parfois à imposer l'utilisation de tel ou tel concept ou la mise à l'agenda d'un vocabulaire plus approprié, le politologue fait par conséquent figure d'équilibriste entre la nécessité de produire un discours construit et objectif et l'importance d'être compris de tous via l'utilisation d'un langage simplifié, de concepts largement répandus et de références historiques bien connues

² Signalons néanmoins que le politologue est également parfois guidé par une logique de la séduction des médias ou des décideurs politiques, ainsi que par un ensemble de motivations plus personnelles, liées à son statut et à la reconnaissance de la part de ses pairs au sein de son institution et de son centre de recherches.

(Braud 2008). Il en est de même en ce qui concerne les outils d'analyse et méthodologiques. Les décideurs et les journalistes recourent à une grille de lecture principalement descriptive et reposant sur un nombre limité d'indicateurs et de variables, tandis que la perspective scientifique impose le développement d'outils d'analyse éprouvés, parfois combinés ou comparés, mais bien souvent complexes et multicritères.

Enfin, la temporalité à l'œuvre dans les mondes médiatique et politique est opposée à celle du monde scientifique. Si dans ce dernier, la réflexion, la prise de recul et la mise en perspective temporelle sont non seulement valorisées mais bien souvent nécessaires à tout positionnement d'ordre politologique, les journalistes et les hommes politiques vivent dans une sphère marquée par l'immédiateté. L'agenda médiatique et politique se construit au jour le jour et nécessite une réactivité (parfois une pro-activité) de tous les instants. Ces deux acteurs vivent dans l'immédiat, l'urgence ou le commentaire «à chaud» et contreviennent à la logique scientifique reposant sur la – parfois trop longue lorsque l'on pense aux délais de publication de certains travaux de recherche – nécessaire prise de distance temporelle. Au total de tous ces éléments, il apparaît clairement que la logique politique et journalistique est par essence autre que celle propre à la science.

Ces logiques différentes – et parfois divergentes – impliquent que ces trois types d'acteurs se comportent et se positionnent en fonction de leurs objectifs et caractéristiques propres. Ainsi, il n'est pas rare de voir les hommes politiques et les journalistes collaborer, se concerter voire s'opposer aux politologues. Dans certains cas ou circonstances, il existe dès lors une tentation d'instrumentaliser la figure du scientifique et son expertise. La présence d'un politologue aux côtés d'un journaliste est bien souvent une légitimation du discours médiatique, tandis qu'une décision politique aura d'autant plus de poids et de crédibilité si elle s'appuie sur une étude universitaire, même commanditée par le ministre responsable. Si l'on y ajoute le fait que le politologue est parfois évalué positivement s'il diffuse auprès du grand public les résultats de ses recherches – dans le cadre de sa mission de service à la société – et concourt à la visibilité de son institution, les rapports entre ces différents acteurs

peuvent ainsi être bénéfiques à toutes les parties. La dimension économique n'est pas non plus étrangère à ces rapports de coopération puisqu'une part importante du financement de la recherche scientifique provient de contrats de consultance et de recherche avec les autorités publiques. Bien évidemment, l'immixtion du politique et du médiatique dans l'académique n'a pas pour vocation d'orienter la recherche, mais il serait vain de nier l'importance de l'économique et de la visibilité publique dans les priorités qui sont posées par les chercheurs eux-mêmes.

La science et l'actualité entretiennent une relation assez ambiguë. Par rapport à son objet d'étude, la position du chercheur est paradoxale voire dialectique: il doit en être à la fois proche et distant. D'un côté, la proximité avec la réalité et les faits est nécessaire. Pour pouvoir au mieux appréhender un phénomène dans toutes ses dimensions ou tout simplement pour s'inspirer ou pour collecter et recueillir des informations, le chercheur se doit d'aller sur le terrain, de «mettre la main dans le cambouis». Un politologue travaillant respectivement sur l'Asie centrale ou sur l'opinion publique perdrait toute crédibilité s'il n'avait jamais effectué de travail de terrain dans ces pays ou participé à la réalisation d'enquêtes d'opinion. D'un autre côté, la recherche scientifique nécessite une certaine distance par rapport à son objet d'étude. La prise de distance temporelle et méthodologique, ainsi que la mise en perspective – via entre autres la comparaison et l'observation dans le temps – requièrent que le scientifique vérifie ses données, les analyse avec différents outils et points de vue et confronte ses découvertes avec la théorie et avec d'autres chercheurs.

Cette distance nécessaire par rapport à un objet d'étude immédiat – la politique est dans certains pays fort mouvante et sujette à de nombreux coups de théâtre et revirements, parfois quotidiennement – renvoie à la question de l'engagement du chercheur. Bien que l'idéal de neutralité axiologique ait été soulevé par nombreux épistémologues, un politologue n'est jamais neutre car il est par essence inséré dans la société, il appartient à des groupes, des communautés et est même parfois engagé. De plus, le chercheur en science politique, de par sa vie privée, ses relations personnelles et ses réseaux de sociabilité, est confronté aux phénomènes qu'il étudie. Ainsi, comment être

totallement neutre sur des questions de genre ou de comportement de vote, sachant que l'académique est un être sexué et que, s'il est belge, est soumis comme tout citoyen à l'obligation de vote lors de chaque élection? En outre, il n'est pas rare pour un politologue de s'engager, que cela soit par exemple en politique ou dans l'associatif. Nombreux sont ceux qui, directement ou indirectement, sont proches d'un parti politique ou d'un décideur et qui décident de mettre leur expertise et leur connaissance du «terrain» au profit d'un ministre, d'un groupe parlementaire particulier, etc. Dans la mesure où il est impensable de priver les scientifiques de ce droit à s'engager, il revient à ces derniers de pouvoir distinguer au mieux les intérêts et enjeux de leur vie privée ou associative de ceux de leur vie professionnelle. L'engagement du politologue dans la société et dans la prise de décision pose ainsi d'importantes questions en matière de déontologie et d'éthique (Larouche 2000).

Enfin, et plus récemment, de nouveaux acteurs se sont immiscés dans cette relation triangulaire entre les politologues, les journalistes et les décideurs politiques, principalement des experts ne disposant pas d'une insertion dans le monde académique au sens strict du terme (provenant par exemple de *think thanks*, ONG et autres associations) et de «simples» citoyens. Cette implication de ces catégories d'acteurs n'est cependant pas généralisée car elle dépend fortement du domaine en question et de leur degré de médiatisation. Ainsi, les questions internationales, environnementales, sociales ou liées au genre attirent plus le regard de l'expert extérieur et de l'opinion publique que, par exemple, des questions budgétaires. Au demeurant, ces acteurs revendiquent une part de savoir expert dans les domaines qu'ils étudient et n'hésitent pas à interpellier directement le politologue, le journaliste ou l'homme politique (Barthes, Callon, Lascoumes 2001). Cette tendance est d'autant plus forte que le développement de nouvelles technologies favorise les possibilités d'expression, de communication et d'information. Ainsi, il n'est pas rare de voir les analyses d'un politologue et les résultats de ses recherches remises en cause sur un forum ou un blog politique. Cette immixtion du citoyen et de l'expert externe ne se limite pas au monde scientifique mais interagit aussi avec les sphères médiatiques et politiques. Pour preuve, la récente

mise en ligne par un citoyen d'une base de données reprenant l'intégralité des mandats politiques des élites belges, ou encore ces nombreuses revues de presse qui sont réalisées quotidiennement par diverses associations. Le contre-pouvoir, qui jusqu'il y a peu appartenait aux journalistes et aux chercheurs, est-il en train de s'étendre vers ces nouveaux acteurs? La question est légitime, d'autant plus qu'ils se présentent souvent comme légataires d'une contre-expertise ou délégués d'un savoir plus autonome par rapport au politique, et dès lors investi selon eux de davantage de «légitimité citoyenne».

Plan de l'ouvrage

Le congrès de l'ABSP-CF a réuni de nombreux politologues et spécialistes des sciences de la communication et de l'information, ainsi que des chercheurs de disciplines proches, les 24 et 25 avril 2008 à Louvain-la-Neuve autour du thème «Science politique et actualité: l'actualité de la science politique». Au cours de ces deux journées, diverses activités ont été organisées, dont deux séances plénières ouvertes au grand public, une matinée consacrée aux doctorants, trois tribunes où les jeunes chercheurs avaient l'opportunité de venir présenter leurs recherches³, mais surtout neuf ateliers thématiques réunis en parallèle, principalement articulés autour des Groupes de Travail existant au sein de l'ABSP-CF. Au total, ce sont quelque 152 communicants, intervenants et discutants qui se sont relayés à la tribune du congrès, auxquels il convient d'ajouter un public parfois nombreux composé de spécialistes de la discipline, de professionnels de la politique et d'étudiants. Cet ouvrage sur le lien entre science politique et actualité reprend les riches enseignements qui ont pu se dégager des différentes activités et se décline de manière similaire au congrès éponyme de l'ABSP-CF, dans la suite des précédents actes des congrès de 1999 (Gobin, Rihoux 2000), de 2002 (Paye 2004) et de 2005

³ Pour des raisons pratiques d'espace disponible et de cohérence avec l'ensemble de l'ouvrage, les comptes-rendus de ces trois tribunes «jeunes chercheurs» – dirigées par Caroline Van Wynsberghe, Nathalie Perrin et Régis Dandoy – n'ont pas été associées au présent ouvrage. Plus d'informations sur les travaux et communications présentés dans le cadre de ces trois tribunes ainsi que dans les neuf ateliers sur <http://www.absp-cf.be/Atelierscongres2008.htm/>

(Perrin, Jacquemain 2008) Un aperçu des séances plénières, objets d'interventions et de débats autour de présentations et de tables rondes précédera le compte-rendu des travaux de pas moins de neuf ateliers thématiques.

Dans un premier chapitre, Émilie Pirnay relate les grands enjeux qui ont jalonné les deux moments pléniers, en se focalisant tout d'abord sur la déconstruction du rôle et des fonctions qu'exercent les médias dans nos sociétés en ce qui concerne l'actualité et le politique. Ce rôle a changé puisque, à côté de leur mission d'information et d'éducation, les médias cherchent désormais le divertissement. La logique commerciale et des parts de marché domine un paysage médiatique où l'évolution du public exige d'avantage de marketing éditorial, orienté vers le sensationnel, le conflit et la starisation. Devant l'ennui relatif des informations – principalement politiques – les médias se doivent de relater l'événement de manière divertissante, attractive et proche du citoyen. Dans ce domaine, les médias sont en relation étroite avec deux autres types d'acteurs, à savoir les politologues et les décideurs politiques. Les liens entre ces différents types d'intervenant – autrement appelé « ménage à trois » – forment un triangle au sein duquel l'actualité et les faits sont construits et présentés au public. Le politologue exerce cette fonction d'analyste, de commentateur et d'expert mais essentiellement à la demande du journaliste et de l'homme politique. Son rôle se borne parfois à légitimer ou à crédibiliser des faits et informations présentées par les deux autres types d'acteurs. Même s'il est parfois instrumentalisé dans des logiques communicationnelles qui le dépassent, le politologue se trouve face à une série de défis. En effet, le caractère sensationnel des informations mises en avant par les journalistes – les crises, conflits, événements soudains et imprévus – exigent que l'expert explique, enseigne, relativise, compare, rappelle et déconstruise. Ses compétences en matière d'enseignement, de pédagogie et de recherche sont ici essentielles afin de mener à bien cette mission d'analyse « à chaud » de l'actualité, référence aux similitudes entre la science politique et la vulcanologie qui sont à la base de ce chapitre. Néanmoins, leur relative impréparation, le caractère immédiat du commentaire politologique ainsi que les balises mises par le

journaliste sont autant d'écueils qui guettent les experts politiques dans leurs – parfois nombreuses – prestations médiatiques.

Si le politologue est considéré comme un expert lorsqu'il commente à vif l'actualité, cette expertise peut prendre d'autres formes. Le chapitre de Selma Bellal, Benjamin Denis et Denis Duez traite également de la (dé-)politisation de l'actualité au travers de trois champs différents : celui des syndicats, celui des débats télévisés intégrant des citoyens ou encore celui de l'émotion où, au travers de la figure de la victime, se développe une distinction entre le politique associé à l'expert et les émotions associées au grand public. Par ailleurs, ces auteurs soulignent que le savoir et l'expertise traversent actuellement une crise de légitimité et entendent les placer par rapport à d'autres sphères du politique. Ainsi, est étudié le rôle d'expert comme arme au sein de la politique contestataire – la contre-expertise perçue comme un savoir différent du politique – dans les milieux associatifs et dans les débats sur le changement climatique, soulevant la question du non-engagement scientifique et du militantisme. D'autres formes d'expertise sont analysées, comme le rôle joué par les experts dans la réconciliation nationale au Chili, celui joué par l'historien et son « devoir de mémoire », ou encore celui joué par la lutte terminologique dans les faits divers, témoignant de la concurrence entre différents savoirs experts. Ainsi, il est possible de distinguer l'expertise impliquée qui est liée aux médias, à l'immédiateté et à l'actualité, de l'expertise militante qui est liée aux mouvements sociaux et à leur professionnalisation. Ce chapitre se conclut en présentant une intéressante ébauche d'analyse quadratique basée sur la directionnalité des logiques de production des savoirs (ascendant ou descendant) et l'origine institutionnelle de ceux-ci (interne ou externe).

Le troisième chapitre de cet ouvrage porte sur un enjeu particulier, celui du conflit social, et sous un angle d'approche singulier, celui de l'invisibilité de ce conflit. Vaia Demertzis observe une délégitimation du conflit social ou même son absence dans différentes sphères, que cela soit au niveau médiatique, politique ou politologique. Au travers de toute une série d'études de cas – allant de l'Amérique latine à la Grande-Bretagne, en passant par les mouvements de grève, la crise financière, le milieu scolaire ou les syndicats – elle démontre que le conflit social est

aujourd'hui fortement négligé ou que, lorsqu'il est traité, il est souvent connoté négativement. Après une définition de la notion de démocratie et de son caractère conflictuel intrinsèque et basé sur la domination, cet auteur se penche sur les trois différentes sphères d'analyse que sont le médiatique, le politique et le politologique. La sphère politique est principalement organisée afin d'éviter la conflictualité (sociale) et de lui préférer le consensus. On peut également y remarquer la tendance à préférer au conflit social en tant que tel des sujets connexes – tels que la pauvreté – ou de les confondre avec d'autres termes. Cette sphère est particulièrement active au niveau international, dominée par des objectifs macroéconomiques basés sur des critères, des moyens et des fins objectivables, ne rencontrant que difficilement les spécificités inhérentes au conflit social. La sphère médiatique participe au même effort d'invisibilisation et disqualification du conflit social. Sa logique lui imposant de parfois ne s'intéresser qu'au spectaculaire et à l'événementiel, cette sphère néglige une part importante des conflits égalitaires à l'œuvre dans nos sociétés. Enfin, selon Vaia Demertzis, la sphère scientifique doit non seulement redécouvrir l'enjeu du conflit social aujourd'hui mais elle doit également surmonter ses difficultés à quitter le cadre d'analyse dominant, pour pouvoir se remettre en question, se renouveler et développer de nouveaux concepts et modèles théoriques.

Il est impossible de dissocier le travail du politologue – dans son fonctionnement quotidien, ainsi que dans ses relations avec les médias et le monde politique – de ses aspects éthiques. Ces aspects renvoient non seulement à la déontologie du chercheur, mais également à la question des valeurs, des normes et de l'engagement de ce dernier. Pour preuve, Fabrizio Cantelli nous identifie certains des lieux où l'éthique rencontre la science politique, que cela soit au niveau des limites et des balises à poser en ce qui concerne les commentaires politiques des médias, la vulgarisation de la science, l'investissement du politologue dans certains combats (comme celui lié aux sans-papiers, à une réforme électorale, etc.) ou les diverses missions de service à la société. Néanmoins, l'auteur y voit la preuve de l'affirmation de la science politique comme discipline à part entière, bien qu'il déplore l'absence de l'éthique comme véritable objet d'étude.

Fabrizio Cantelli répertorie en outre différents types d'acteurs concernés par le questionnement éthique. L'éthique des journalistes (par exemple l'organisation d'un faux journal télévisé ou le cordon sanitaire autour de certains partis politiques) renvoie fortement à la question de la déontologie dans le traitement des informations politiques. L'éthique au sein des politiques publiques met en relation l'impact de scandales et d'« affaires » juridiques, judiciaires ou même médicales, à leur instrumentalisation par le politique afin d'effectuer des réformes. L'éthique peut en ce sens constituer non seulement un alibi mais peut également aider à orienter, à décider. L'éthique des décideurs politiques est fortement liée au concept de « nouvelle culture politique », que cela soit en termes de cumul des mandats, de limitation des revenus, de plus de transparence dans la prise de décision, de dépolitisation de l'administration, etc. Enfin, ce chapitre traite de l'éthique dans la recherche. Cette question peut être distinguée de celle des précédents acteurs puisque l'éthique du chercheur est de manière inhérente liée à la déontologie et à la neutralité axiologique. Dans ce sens, l'éthique du chercheur concerne ainsi la confidentialité, le respect de la vie privée de l'objet d'étude (particulièrement en ce qui concerne des sujets sensibles, tels que les préférences sexuelles), les expériences, le plagiat, l'autocensure ou encore la vulgarisation, la simplification et l'adaptation à un public peu au fait des concepts, théories et prérequis permettant de cadrer le débat.

Le cinquième chapitre de cet ouvrage se focalise sur les nombreux défis méthodologiques et épistémologiques spécifiques que peut rencontrer la science politique: la question de l'immédiateté (principalement lorsqu'elle traite de l'actualité politique), la charge émotionnelle ou idéologique particulière à certains sujets ou enjeux, les « terrains » extrêmement politisés et/ou difficiles, ou encore la pression médiatique importante. Selon Corinne Torrekens et Benoît Rihoux, la base même de toute démarche scientifique, qui présuppose une nécessaire prise de distance entre le chercheur et l'événement étudié, est difficilement atteignable dans le cadre de l'actualité politique ou des relations avec les médias. Travaillant dans l'urgence et faute de temps, de collecte de données adéquates et pertinentes, de possibilité de comparaison avec des cas semblables, de pouvoir recouper ses

sources, etc., la prise de distance du politologue par rapport à son sujet est complexe. Non seulement les commentaires politiques dans les médias ne permettent pas le recul nécessaire, mais ils requièrent également un important travail de simplification et de vulgarisation qui éloigne parfois le commentaire de la réalité de l'objet. À l'opposé, les auteurs signalent que la proximité avec les événements est nécessaire dans certains cas. En effet, « aller sur le terrain » peut aider le politologue dans sa recherche et lui permettre d'obtenir d'autres outils, informations, etc. Dans le cadre de ces défis méthodologiques et des solutions qui pourraient y être apportées, ce chapitre comprend diverses illustrations actuelles de la recherche en science politique. Ainsi, Corinne Torrekens et Benoît Rihoux identifient toute une série de terrains mouvants ou difficiles, voire dangereux, que sont les terrains à haute sensibilité politique ou à forte politisation tels que, par exemple, les milieux d'extrême droite, carcéraux, liés à l'intégrisme islamique, les quartiers défavorisés, etc. Ensuite, ils mettent en exergue les liens qu'entretient le politologue avec les journalistes, tout en gardant à l'esprit le biais potentiel existant lorsque le politologue intervient dans les médias. Son rôle de scientifique lui permet de déconstruire le message des médias – via une analyse du discours médiatique – pour lui donner une distance critique; d'identifier les processus à l'œuvre dans l'établissement de l'opinion publique (et, dans une moindre mesure, du vote); de mettre en lumière l'utilisation des « récits » par les médias (ses acteurs, ses caractéristiques, ses fonctions, son rôle dans le paysage politique, etc.). Si la méthodologie est la spécificité propre du travail du politologue par rapport au journaliste et à l'homme politique, la neutralité totale du chercheur, particulièrement en science politique, est impossible.

Dans leur chapitre, Lou Brenez, Katlijn Malfliet et Aude Merlin analysent les liens entre les processus électoraux, leur lecture « à chaud » par les politologues et les régimes politiques. Leur terrain d'étude est celui de l'espace ex-soviétique et de l'Europe centrale et orientale. Ces espaces ont non seulement en commun une histoire politique marquée par le communisme et, plus récemment, par la transition démocratique, mais partagent également certains enjeux tels que ceux liés au fonctionnement, et à la place des élites politiques, des partis politiques et de

la société civile. Les cas présentés dans ce chapitre, outre leur localisation géographique, soulignent tous l'importance du processus électoral comme permettant de qualifier les régimes en place. Dans un premier temps, le cas russe est observé au travers d'études électorales portant sur l'importance du contexte historique et des traditions de culture politique (comme celle de la centralisation) et soulignant des phénomènes tels que la *path dependency* et le poids de l'historicité; au travers du système partisan, identifiant le degré de loyauté au Kremlin comme outil de différenciation des partis politiques en compétition; au travers de l'analyse du parti « Russie Juste », l'un des principaux partis d'opposition, posant la question de son instrumentalisation par le Kremlin ou de son électorat propre; au travers de l'étude du Daghestan, petite république de fédération de Russie, où sont observés les impacts des réformes électorales sur les comportements politiques « régionaux », principalement à l'aide d'une grille de lecture basée sur l'ethnicité. Dans un second temps, divers pays d'Europe centrale et orientale, dont l'Ukraine, sont analysés et comparés entre eux et avec la Russie voisine. Pour Lou Brenez, Katlijn Malfliet et Aude Merlin, des éléments semblables d'ingénierie électorale semblent avoir dans ces cas des conséquences politiques différentes, principalement en termes de partage du pouvoir, d'alternance et de système de partis. De plus, l'analyse de ce dernier relève l'importance des clivages politiques et du poids de l'Europe afin d'en appréhender pleinement la structure et l'évolution.

L'originalité du chapitre de Bérengère Marques-Pereira, Petra Meier et David Paternotte tient dans son ajout – au triangle médias-politologues-hommes politiques – du monde associatif comme quatrième acteur et dans sa concentration autour de la thématique du genre⁴. Partant du constat que ces quatre mondes possèdent des frontières perméables et qu'il est dans l'absolu impossible de catégoriser tel ou tel phénomène ou tel ou tel concept, ces auteurs mettent l'accent sur le fait que les connaissances et les avancées politiques et sociétales en matière de genre sont dues à leur coproduction par ces différents acteurs.

⁴ La féminisation des noms communs a été laissée au libre choix des auteurs et fera l'objet d'un traitement différent au sein des chapitres 7 et 8 du présent ouvrage.

Néanmoins, cette diversité d'acteurs implique des sens et registres multiples. Le risque est grand de voir l'enjeu du genre devenir une catégorie fourre-tout, regroupant diverses acceptations et définitions (allant de la définition positive à celle conflictuelle en passant par la bureaucratique et la discriminatoire) et créant un flou épistémologique et lexical. De plus, des tensions existent entre ces mondes, à l'instar des tensions entre la recherche et les commentaires de l'actualité politique étant donné que les journalistes cherchent une légitimité scientifique et une certaine neutralité à leurs discours. Cette concurrence existe aussi entre monde académique et monde associatif. Le chercheur n'est jamais neutre du fait de son appartenance à la société, à des groupes, à des communautés, et du fait de son engagement. De plus, il est amené, dans sa vie privée et ses relations personnelles, à côtoyer des individus engagés ou tout simplement concernés par leurs recherches. Bérengère Marques-Pereira, Petra Meier et David Paternotte affirment à ce propos que les « chercheurs sont traversés par leurs objets ». Via l'étude des mouvements de femmes, leur participation au pouvoir, le rôle des experts dans instances internationales, de celui de la thématique du genre dans l'adhésion à UE, etc., ces auteurs étudient plus en détail ces liens entre recherche et associatif et entre recherche et politique. Car en matière de genre, le chercheur repose souvent sur l'aide financière et matérielle de l'associatif, de l'administration publique et/ou du politique, étant donné les réticences du monde académique. Être chercheur et engagé dans l'associatif permet d'enrichir, motiver et inspirer la recherche. D'autant plus que les espaces de libertés académiques et associatifs sont forts proches. Néanmoins, étant donné que les objectifs et les contraintes divergent fortement entre ces deux mondes, il est nécessaire pour les chercheurs de demeurer critiques par rapport à l'associatif. Les rapports entre science et politique en matière de genre illustrent quant à eux l'importance de la consultation des experts et de la société civile pour la prise de décision. Car, avec la professionnalisation de la politique, il est de plus en plus fréquent de recourir à l'expertise du politologue. Le recours à ces experts – qu'ils soient ou non engagés politiquement ou dans l'associatif – participe au développement de politiques publiques liées au genre.

Toutefois la question du genre n'est pas seulement présente lorsque l'on met en relation les acteurs appartenant à différentes sphères. Cette question rejaillit également lors de l'analyse de la représentation des femmes dans l'arène politique et plus particulièrement leur présence sur les listes électorales et au sein du parlement fédéral belge. Bram Wauters, Bart Maddens et Karolien Weekers étudient le nombre de voix de préférence obtenues par les candidates flamandes lors de des élections fédérales de 2003 à l'aide de modèles d'analyse basés sur des données quantitatives. Si les femmes représentent quasi 50% des candidats sur les listes, elles n'obtiennent que 28,9% du nombre total de voix de préférence. La question que se posent les auteurs est celle de savoir si les électeurs préfèrent voter pour des candidats masculins ou bien si interviennent dans ce processus des phénomènes qui désavantagent les candidates. Les modèles incluant la place sur la liste des candidats, les dépenses électorales effectuées par chacun des candidats ainsi que leur couverture médiatique (calculée en nombre d'articles parus dans les quarante jours avant les élections) démontrent ainsi que ces variables jouent un rôle certain dans la popularité électorale des femmes. En effet, les femmes se retrouvent moins souvent que les hommes aux places les plus avantageuses de la liste, elles effectuent moins de dépenses électorales que leurs concurrents masculins et bénéficient d'une présence dans les médias bien moins importante. Bram Wauters, Bart Maddens et Karolien Weekers expliquent cet état de fait principalement par la responsabilité du parti. En effet, c'est le parti politique du candidat qui, non seulement détermine les places sur les listes électorales, mais également joue un rôle non négligeable dans l'attribution des budgets de campagne et la nomination des porte-paroles qui auront par définition plus de contacts avec les médias.

Le chapitre suivant pose également la question de l'engagement du chercheur et, plus largement, du rôle du scientifique dans la gestion de la chose publique. À ce sujet, Marc Jacquemain, Pascal Delwit et Bruno Frère identifient une tension certaine entre engagement et distanciation: comment peut-on s'engager dans notre société actuelle tout en conservant une distance nécessaire à la démarche scientifique, alors que tout individu

est par définition inscrit dans une époque, dans un contexte? Pour ces auteurs, ce problème n'est pas insurmontable car la vision de la neutralité axiologique chère à Weber (1965, 1992) doit être comprise en tant qu' « horizon régulateur ». Car entre une neutralité complète et un engagement complet se situe un espace de possibles permettant un équilibre entre distanciation et engagement. Mais l'engagement des politologues n'est pas le seul à faire l'objet de débats. L'engagement citoyen recueille également l'attention des chercheurs, tant par sa diversité que par la mouvance des différentes formes qu'il peut prendre. Ainsi, différents cas d'études sont traités dans ce chapitre par Marc Jacquemain, Pascal Delwit et Bruno Frère, comme par exemple le lien entre participation politique et consommation des médias, soulignant l'importance de l'éducation chez les citoyens; la variabilité de l'intérêt pour la politique chez les jeunes; l'engagement dans un parti indiquant la persistance des clivages et de la polarisation; les raisons de l'engagement et l'organisation des associations d'extrême-gauche et altermondialistes; ou encore la description du profil sociodémographique et des répertoires d'actions à l'œuvre en ce qui concerne l'engagement anarchiste. D'autres études portent sur des enjeux plus thématiques, tels que liés aux nouvelles technologies, au rôle des médias, à la démocratie directe et à la gestion des risques, partageant des demandes citoyennes pour participer à la gestion de la cité sur base d'une expertise ou d'un débat scientifique. Les formes d'engagement citoyen recouvrent ainsi non seulement la participation politique ou organisationnelle mais également cette volonté des individus de devenir des experts locaux et de participer – principalement via les nouvelles technologies – au positionnement sociétal sur des enjeux qui parfois les dépassent.

La politique étrangère et les relations internationales constituent un domaine particulier des politiques publiques. Dans ce cadre, le dernier chapitre de cet ouvrage remet en question le rôle du politologue en tant qu'expert dans la narration. Barbara Delcourt, Nina Bachkatov et Christopher Bickerton observent que les médias en ce qui concerne l'étranger sont – plus que de coutume – marqués par l'immédiateté, le manque de recul, le manque d'encadrement et la présence de simplismes et de caricatures, étant donné l'intérêt important du grand public pour

ces questions. Ces auteurs remarquent que l'interpénétration des mondes journalistique et politologique mène à une certaine confusion des rôles et des discours. Mais les scientifiques et les journalistes ne sont pas les seuls « experts » à occuper ce champ. En effet, l'une des caractéristiques de ce domaine particulier des politiques publiques que sont les relations internationales est celle de la multiplication des narrateurs qui s'explique par l'apparition de nouveaux acteurs, de nouveaux experts parmi lesquels les organisations internationales, les organisations non gouvernementales, les *think tanks*, voire même les philosophes ou les acteurs engagés, chacun rivalisant pour justifier et imposer sa propre narration. Ce phénomène s'accompagne de l'émergence d'une série de concepts nouveaux, soit provenant de la science politique – tels que la (bonne) gouvernance, les *failed states* ou la diversité culturelle – et qui sont réutilisés par tous les acteurs, dont la signification s'éloigne de leur définition originelle mais qui ont néanmoins un poids certain dans l'arène politique; soit provenant directement de ces nouveaux acteurs, apportant des idées ou des orientations politiques nouvelles. Au demeurant, cette diversité importante d'acteurs et les enjeux qui y sont liés participent à la remise en cause du champ académique dans son utilité sociale car il existe dans le domaine des relations internationales d'autres experts parfois mieux adaptés, plus réactifs, etc. Bien que les scientifiques ne possèdent plus le monopole de l'expertise, Barbara Delcourt, Nina Bachkatov et Christopher Bickerton insistent sur le fait qu'ils ne doivent pas céder à la tentation et ne pas suivre les exigences du public ainsi que celles imposées par ces autres acteurs.

Références

- BARTHES, Y., CALLON, M., LASCOUMES, P., *Agir dans un monde incertain*, Paris, Seuil, 2001.
- BECK, Ulrich, *Pouvoir et contre-pouvoir à l'heure de la mondialisation*, Paris, Flammarion, 2003.
- BRAUD, Philippe, « Regard subjectif sur la science politique contemporaine », in PERRIN, Nathalie, JACQUEMAIN, Marc (eds), *Science politique en Belgique francophone*, Louvain-la-Neuve, Academia-Bruylant, 2008, pp. 27-32.

- DEVOS, Carl (ed.), *Ménage à trois. Quo vadis Belgica?*, Gand, Academia Press, 2006.
- HAYWORTH, D., «An analysis of speeches in the presidential campaigns from 1884-1920», in *Quarterly Journal of Speech*, vol. 16, 1930, pp. 35-42.
- GOBIN, Corinne, RIHOUX, Benoît (eds), *La démocratie dans tous ses états*, Louvain-la-Neuve, Academia-Bruylant, 2000.
- LAROUCHE, Jean-Marc (coord.), Numéro «Éthique de la recherche», in *Éthique Publique*, vol. 2, n° 2, octobre 2000.
- LASSWELL, Harold Dwight, *Propaganda technique in the World War*, New York, Alfred A. Knopf, 1927.
- PAYE, Olivier (ed.), *Que reste-t-il de l'État? Érosion ou renaissance*, Louvain-la-Neuve, Academia-Bruylant, 2004.
- PERRIN, Nathalie, JACQUEMAIN, Marc (eds), *Science politique en Belgique francophone*, Louvain-la-Neuve, Academia-Bruylant, 2008.
- RUNION, H. L., «An objective study of the speech style of Woodrow Wilson», in *Speech Monograph*, vol. 3, 1936, pp. 75-94.
- WEBER, Max, *Le savant et le politique*, Paris, Plon, 1963.
- WEBER, Max, «Essai sur le sens de la "neutralité axiologique" dans les sciences sociologiques et économiques» (1917), in *Essais sur la théorie de la science*, Presses Pocket, 1965, 1992, pp. 399-477.

